

Burundi : création d'une commission d'enquête sur les exécutions extrajudiciaires

@rib News, 13/02/2015 â€“Source AFP Le procureur général du Burundi a annoncé vendredi la création d'une commission d'enquête judiciaire chargée de faire la lumière sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires portées contre les forces de l'ordre burundaises par Human Right Watch (HRW). Je viens de mettre sur pied une commission d'enquête judiciaire composée de trois officiers du ministère public, a annoncé le procureur Valentin Bagorikunda. Cette commission sera chargée de faire la lumière sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires des combattants capturés lors des combats fin décembre/début janvier entre forces de sécurité et un groupe rebelle, selon M. Bagorikunda. La commission, dirigée par le substitut du procureur Adolphe Manirakiza, aura un mois pour produire un rapport, a-t-il ajouté. En cas d'exécution extrajudiciaire ou de violation de droits humains avérés durant ces combats, la commission diligentera directement une instruction pré-juridictionnelle à charge des auteurs présumés. M. Manirakiza avait déjà présidé une commission d'enquête judiciaire créée à la suite de précédentes accusations d'exécutions extrajudiciaires au Burundi, documentées cette fois par l'ONU en 2011. La commission avait alors conclu à de fausses allégations. Vendredi, le président de la principale organisation de défense des droits de l'Homme locale (Aprodeh), Pierre-Claver Mbonimpa, a déjà fait part de son scepticisme au sujet de la création de la nouvelle commission. Selon lui, elle est mise en place pour tromper l'opinion publique nationale et internationale et risque comme les précédentes de ne pas aboutir. Bien avant HRW, l'Aprodeh a été parmi les premières organisations à dénoncer des exécutions extrajudiciaires en janvier. Jeudi, HRW a accusé l'armée et la police du petit pays d'Afrique des Grands Lacs d'avoir commis au moins 47 exécutions extrajudiciaires entre le 30 décembre 2014 et le 3 janvier 2015, après des affrontements entre les forces gouvernementales et un important groupe rebelle qui s'était infiltré dans le pays depuis la République démocratique du Congo (RDC) voisine. L'armée avait affirmé avoir mat  le groupe et tué une certaine de ses membres dans les combats. HRW reproche aux forces de l'ordre d'avoir exécuté des personnes qui s'étaient rendues. Jeudi, Bujumbura a promis de répondre point par point au rapport de HRW après l'avoir lu, tout en dénonçant déjà l'attitude traditionnellement hostile de l'organisation. Les autorités burundaises n'ont jamais donné la moindre indication sur l'identité du groupe rebelle, constitué, selon des témoins, de près de 200 hommes. Elles ont juste affirmé que leur but était de gagner la forêt de la Kibira, qui partage le Burundi du nord au sud et servait de sanctuaire aux groupes armés hutu pendant la guerre civile (1993-2006). De là, ils comptaient, selon elles, recruter et lancer des attaques dans tout le pays avant des élections générales prévues en mai et juin, à l'approche desquelles le parti du président Pierre Nkurunziza est accusé de faire le vide autour de lui. Selon des observateurs, il est évident que l'offensive rebelle était d'une façon ou d'une autre pilotée par une partie de l'opposition. Et que Bujumbura entendait envoyer un signal fort en la matant.